

L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0398 du Lundi 18 Octobre 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Voltic Togo Ne dites plus rien, dites Voltic

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Pêche post-Brexit

Onze payssignent une déclaration commune

L'Hexagone demandait l'appui de Bruxelles contre le Royaume-Uni, dans leur dispute sur les licences de ... • (Page 08)

Finances

Le Royaume-Uni a peu de marge

Les hausses d'impôts décidées par le Chancelier de l'Échiquier britannique ... • (Page 08)



Etats financiers exercice 2020 / Ressources de la clientèle • (Page 03)

BOA-Togo a collecté 87,2 milliards FCFA



Anti Covid-19

301860 nouvelles doses de vaccins Pfizer arrivent au Togo

• (Page 04)

Activité logistique

Le groupe de Vincent Bolloré va-t-il quitter l'Afrique ?

La question se pose, selon le quotidien français Le Monde, qui affirme que ... • (Page 02)

Promotion de la femme

Faure Gnassingbé reçoit la médaille du « HeForShe »

Après avoir lancé la campagne mondiale du HeForShe au Togo par le Premier Ministre sous son haut ... • (Page 04)

Gabon

FINACTU pour conduire les réformes à la CPPF et la CNSS

Au Gabon, le Groupe FINACTU est honoré d'avoir été sélectionné par la CPPF (Caisse des Pensions et des ... • (Page 06)

Transfert d'argent

Ecobank étend Rapidtransfer International en Europe

Rapidtransfer International, la solution de transfert ... • (Page 11)



TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS

Activité logistique

Le groupe de Vincent Bolloré va-t-il quitter l'Afrique ?

La question se pose, selon le quotidien français Le Monde, qui affirme que le groupe Bolloré a chargé une banque d'affaires d'étudier la cession de son activité logistique en Afrique. Une branche qui emploie plus de vingt mille personnes. Bien avant de devenir un magnat des médias et de la communication, Bolloré avait fait fortune grâce à son activité portuaire et ferroviaire en Afrique.



Si la communication représente aujourd'hui 80% des bénéfices du groupe Bolloré, l'Afrique, ses ports et ses chemins de fer, est une forteresse historique érigée au milieu des années 1980, lorsque l'industriel breton rachète à Suez une société de transit, la Socopao. Aujourd'hui, Bolloré est présent dans 42 ports africains en qualité d'opérateur de terminaux, d'agent de lignes maritimes ou de manutentionnaire. Il gère seize terminaux à conteneurs, principalement en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, mais aussi trois concessions ferroviaires, des entrepôts et des ports secs, etc.

Deux milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Nigeria

La fintech Payday lève 1 million \$

5 mois après son lancement survenu en mai dernier, la société de paiement Payday obtient son premier financement, et précise ses plans de croissance.

La fintech nigériane Payday qui propose des solutions de paiement aux entreprises et particuliers a levé son tout premier financement. Lancée en mai 2021 par le Nigérian

La branche africaine pèse plus deux milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploie 20 000 personnes. C'est aussi un vecteur essentiel de l'influence économique de la France en Afrique. Selon les informations du quotidien Le Monde, Vincent Bolloré aurait chargé la banque d'affaires Morgan Stanley de sonder d'éventuels acquéreurs pour ce pôle africain. Le Français CMA-CGM, le Danois Mearsk, mais aussi l'exploitant portuaire Dubaï Ports World et le Chinois Cosco Shipping seraient de possibles repreneurs. Pour Le Monde, rien ne semble encore décidé. Ce qui est certain, c'est que depuis une dizaine d'années, Bolloré recentre son groupe vers les secteurs des médias télévisuels, de la publicité et de la communication. Les connais-

seurs du groupe notent que la réflexion sur un désengagement africain fait suite à l'abandon progressif des activités maritimes de Bolloré en France. On peut aussi rapprocher cette réflexion au fait qu'il y a huit mois le groupe a été condamné pour une affaire de corruption au Togo. Affaire pour laquelle Vincent Bolloré en personne doit être jugé. Enfin, depuis quelques années, l'entrepreneur breton est dans une logique de succession. En 2022, le groupe Bolloré fêtera ses deux siècles d'existence et Vincent Bolloré ses 69 ans. C'est aussi l'année, a-t-il annoncé, où il laissera la succession à ses enfants, Cyrille et Yannick, le premier étant déjà PDG du groupe.

Source : RFI

Favor Ori (photo), elle a obtenu 1 million \$ sous forme de financement de pré-amorçage. L'entreprise technologique qui a été soutenue par un groupe d'investisseurs (sociétés d'investissement

et business angels) dans le cadre de cette opération fait savoir qu'elle construira « le PayPal » d'Afrique, soit une entreprise leader sur le continent en matière de paiement en ligne.

Avec Agence Ecofin

AUX DECIDEURS ...

Gouvernements et protection des filles

Il y a environ plus de 308 millions de filles de moins de 18 ans sur le continent africain. Alors que le cadre juridique et politique de l'Union africaine fait référence – inégalement – aux droits, aux intérêts et au sort des filles ; les organismes continentaux et les gouvernements nationaux peuvent et doivent faire davantage pour protéger les filles, subvenir à leurs besoins et veiller à ce qu'elles participent pleinement à la société. Un nouveau rapport phare complet montre à quel point les gouvernements africains sont amicaux envers les filles et dans quelle mesure ils remplissent leurs obligations légales. Le rapport africain sur le bien-être de l'enfant (2020), lancé par l'African Child Policy Forum, analyse la situation des filles sur le continent à l'aide de l'indice Girl-Friendly. Le rapport s'appuie sur des travaux antérieurs visant à favoriser la responsabilité de l'État envers les enfants, et les filles en particulier. Il est important de noter que les opinions des filles sont prédominantes – car elles partagent des préoccupations, des craintes, des souhaits et des exigences légales. Comme souligné dans le rapport Getting Girls Equal, un rapport détaillé qui évalue le statut des filles et la loi en Afrique, de nombreuses filles sont exposées à l'exploitation sexuelle, à des pratiques culturelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants, et à l'abandon scolaire. Comme le montre le Rapport africain sur le bien-être de l'enfant, les filles occupent une position unique et vulnérable dans la société africaine. Les normes, pratiques et attitudes sociales sont préjudiciables à la vie, à la survie et au développement des filles. Les gouvernements africains doivent adopter des lois, des politiques et d'autres mesures pour protéger les filles des risques auxquels elles sont confrontées en raison de leur âge et de leur sexe. Une gouvernance favorable aux filles respecte, protège et réalise les droits des filles et garantit l'égalité des sexes parmi les enfants. Cela se fait par le biais de lois, de politiques et d'allocations de ressources pour garantir des résultats positifs pour les filles. L'indice de convivialité pour les filles, tel que prévu dans le rapport, est un outil statistique basé sur les droits et un cadre conceptuel ancré sur trois piliers des droits de l'enfant : protection, prestation et participation. Par exemple, les gouvernements devraient criminaliser l'abus, l'exploitation et la traite des filles. En général, les pays africains ont fait des progrès considérables dans ce sens. Mais il y a encore d'énormes lacunes. Si leurs droits sont violés, les filles doivent également pouvoir accéder à la justice et demander réparation. Le Rwanda, le Togo, la Namibie, l'Afrique du Sud et Maurice se sont classés parmi les meilleurs pour la fourniture de cadres juridiques et politiques solides et de mécanismes institutionnels d'application. La protection des intérêts et des droits des filles exige que les gouvernements engagent des budgets pour assurer l'accès à l'éducation, à l'assainissement, à la santé sexuelle et reproductive et à d'autres services essentiels à leur développement. C'est là qu'intervient le pilier de la fourniture. Le rapport a révélé que les filles dans de nombreux États africains n'ont pas accès à des soins de santé adéquats, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, elles n'ont pas accès à des aliments nutritifs, à l'éducation et à d'autres services de base. Les gouvernements africains sont censés harmoniser leurs lois et politiques conformément aux normes, cadres et standards juridiques internationaux et régionaux ; ainsi, fournissant des motifs justifiables pour faire respecter les droits des filles. Les gouvernements doivent également, entre autres, lancer des programmes qui s'appuient sur les compétences et les capacités des filles à participer à la gouvernance de leurs communautés. Cela éliminera les barrières sociales et culturelles qui empêchent les filles de participer aux affaires les concernant. Les progrès réalisés par les États africains en matière de convivialité avec les filles sont louables, mais inégaux. Ainsi, il est crucial que les décideurs politiques à tous les niveaux prennent en compte les leçons qui pourraient être tirées des pays qui ont obtenu un score élevé comme les plus amicaux envers les filles, et visent à adopter les meilleures pratiques au profit des filles à travers l'Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Etats financiers exercice 2020 / Ressources de la clientèle

BOA-Togo a collecté 87,2 milliards FCFA

Le rapport « Etats financiers 2020 » de la banque Bank of Africa-Togo (BOA-Togo) indique que les ressources collectées de la clientèle par la banque Bank of Africa-Togo (BOA-Togo) ont atteint 87,2 milliards de F CFA, soit 14,6 % de progression par rapport à l'année glissante. Quant à l'encours des financements accordés, il a progressé de 2, pour atteindre 76,6 milliards de F CFA.

• Joël YANCLO

Dans la poursuite de sa dynamique de croissance, l'exercice 2020 aura été pour Bank of Africa-Togo (BOA-Togo), la confirmation de l'impulsion enclenchée depuis les dernières années en vue d'améliorer les indicateurs de la Banque. Le rapport « Etats financiers 2020 » de la banque indique qu'en dépit du contexte fortement concurrentiel et de crise sanitaire, les réalisations de BOA-Togo révèlent une croissance générale des indicateurs de performance et de rentabilité. Ainsi, les ressources collectées de la clientèle ont atteint 87,2 milliards de F CFA, soit 14,6 % de progression par rapport à

l'année glissante. L'encours des financements accordés a quant à lui progressé de 2 %, pour atteindre 76,6 milliards de F CFA. De même, le total bilan est en augmentation de 10 %, à 175,36 milliards de F CFA. Le Produit Net Bancaire croît de 37 %, pour atteindre 11,7 milliards de F CFA et couvre des frais généraux de 5,7 milliards de F CFA (dotations aux amortissements incluses), dégageant ainsi un coefficient d'exploitation de 48,8 %. Le résultat brut d'exploitation est excédentaire de 5,9 milliards de F CFA, soit une hausse de 146 % par rapport à l'année glissante. Aussi, le Résultat Net s'établit à 698 millions de F CFA, en progression de 31,6 % par rapport aux 531 millions de l'année der-

nière, et malgré la hausse de 185 % du coût du risque. La rentabilité des fonds propres s'établit à 6,1 %, en hausse par rapport aux 4,9 % de l'année précédente.

Perspectives

Pour l'exercice à venir (2021), le développement commercial se poursuivra avec une stratégie offensive de bancarisation, grâce à des produits adaptés à la clientèle, notamment digitaux, et le développement du marché des particuliers. L'amélioration du portefeuille, le développement des crédits, avec une gestion efficiente des risques, la maîtrise des charges ainsi que la diversification des services, seront les priorités de BANK OF AFRICA - TOGO.



Chiffres clés 2020

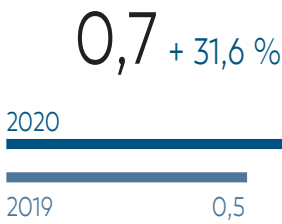
(en millio

Activité	2019	2020
Dépôts clientèle	76 084	87 217
Créances clientèle	75 302	76 775
Nombre d'agences en fin d'exercice	13	14
Structure		
Total bilan	159 027	175 366
Fonds propres (avant répartition)	11 176	11 874
Effectif moyen pendant l'exercice	145	147
Résultat		
Produit Net Bancaire	8 556	11 712
Frais généraux d'exploitation (y compris amortissement)	6 123	5 718
Résultat Brut d'Exploitation	2 433	5 993
Coût du risque en montant (*)	1 790	5 102
Résultat Net	531	698
Coefficient d'exploitation (%)	71,6 %	48,8 %
Coût du risque (%)	-1,4 %	-7,3 %
Rentabilité des actifs (ROA %)	0,3 %	0,4 %
Rentabilité des fonds propres (ROE %)	4,9 %	6,1 %
Solvabilité		
Tier 1	10 198	10 439
Tier 2		1 003
Risk Weighted Asset (RWA)	77 687	97 051
Tier 1 + Tier 2 / RWA	13,1 %	11,9 %

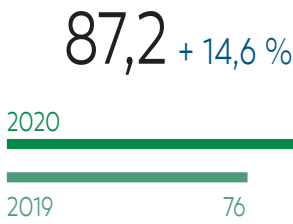
(*) Y compris fonds pour risques bancaires généraux.

Performances significatives (en milliards de F CFA)

Résultat Net



Dépôts clientèle



Information par action (en F CFA)

	2018	2019	2020	TCAM*
Bénéfice net par action	194	343	450	52,6 %
Capitaux propres par action	6 868	7 210	7 661	-5,62 %
Dividende net par action	-	-	-	

(*) Taux de croissance annuel moyen

Source : Etats financiers 2020

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Transfert d'argent

Ecobank étend Rapidtransfer International en Europe

Rapidtransfer International, la solution de transfert d'argent entre l'Europe et l'Afrique du groupe panafricain bancaire Ecobank, étend désormais son offre à toute l'Europe. Couvrant déjà les corridors les plus importants dont Royaume-Uni-Nigéria ou France-Sénégal, l'application sera désormais disponible dans neuf pays européens supplémentaires dont la République tchèque, la Pologne et Malte.

● Eyram AKAKPO

Lancée en novembre 2020, Rapidtransfer International cible toute personne souhaitant transférer des fonds depuis l'Europe vers les pays africains où Ecobank opère. Avec une dimension innovante à travers un parcours client 100 % digital, une large couverture géographique, un ADN panafricain et des coûts de transfert compétitifs et transparents, Rapidtransfer International se positionne comme le partenaire de référence des diasporas africaines qui veulent rester connectées au continent. Après une hausse continue du volume de transfert ces dernières années (9,6 % en 2018 et 3,5 % en 2019), la crise a fait marquer le pas aux flux français et plus globalement européens tout en restant solides en 2020, avec une baisse plus légère qu'anticipée par les institutions internationales. Dès 2021, la Banque mondiale anticipe une reprise à la hausse des flux financiers à destination de l'Afrique subsaharienne. La pandémie et ses conséquences ont néanmoins contribué à l'accélération des changements structurels de la nature des transferts d'argent, notamment avec un recours accru à la dématérialisation de ces transferts via les applications de transfert d'argent, ainsi qu'un intérêt croissant des membres de la diaspora pour le financement de projets porteurs de sens sur le continent. Avec Rapidtransfer International, les équipes digitales d'Ecobank ont su accompagner ces tendances de fond en proposant une solution digitale répondant aux besoins et aspirations des diasporas africaines. « En moins d'un an d'activité, Rapidtransfer International a déjà su créer une véritable communauté d'utilisateurs dont la vivacité sur nos réseaux sociaux témoigne de la pertinence de notre offre et du fort sentiment d'appartenance. C'est en considérant cet intérêt



grandissant pour notre solution que nous continuons de nous étendre afin de devenir la solution de transfert de fonds de référence pour l'ensemble des diasporas africaines vivant en Europe », a déclaré Guillaume Pambrun, Directeur général d'Africa Rapidtransfer SA.

A propos de Rapidtransfer International

Rapidtransfer International est la solution de transfert d'argent entre l'Europe et l'Afrique du Groupe Ecobank. Avec une forte dimension collaborative, l'application mobile est fondée sur les principes d'accessibilité, de simplicité, de flexibilité, et de communauté. Actif sur 33 marchés à travers le continent, le Groupe Ecobank offre une expérience unique aux diasporas africaines résidant en Europe pour contribuer à la prospérité de l'Afrique à travers une application africaine faite sur mesure prenant en compte les réalités internationales et africaines.

A propos d'Ecobank

Ecobank Transnational In-



corporated ('ETI') est la maison mère du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire indépendant panafricain. Le Groupe Ecobank emploie plus de 15 000 personnes et compte environ 29 millions de clients de la Banque des Particuliers, Commerciale et de Grande entreprise dans 33 pays africains. Le Groupe dispose d'un agrément bancaire en France et possède des bureaux de représentation à Addis Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Pékin en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats arabes unis. Le Groupe propose une gamme complète de produits, services et solutions bancaires : comptes bancaires et de dépôt, crédits, gestion de trésorerie, services de conseil, services de développement commercial, titres, gestion d'actifs et de patrimoine, entre autres. ETI est cotée à la Bourse nigérienne à Lagos, à la Bourse du Ghana à Accra et à la Bourse régionale des valeurs mobilières à Abidjan.

Promotion de la femme et de l'équité et l'égalité genre

Faure Gnassingbé reçoit la médaille du « HeForShe »

Après avoir lancé la campagne mondiale du HeForShe au Togo par le Premier Ministre sous son haut patronage, le Président togolais Faure Gnassingbé a reçu, vendredi 15 octobre 2021, la Directrice régionale de l'ONU Femmes et le Représentant pays du PNUD. Ceci en présence de la cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé et de la ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation Lolonyo- Apedoh. Au cours de cette audience, le numéro togolais a reçu la prestigieuse médaille du « HeForShe » décernée par ONU Femmes.

● Junior AREDOLA

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé distingué pour sa politique d'égalité et d'équité genre. L'engagement du Président de la République, pour la promotion de la femme et de l'équité et l'égalité genre a été reconnu par mouvement mondial HeForShe de l'ONU Femmes. A ce titre, la Directrice régionale du Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de cette agence du Système des Nations Unies, Oulimata Sarr a remis ce 15 octobre 2021 au Chef de l'Etat, une distinction honorifique réservée aux hommes d'Etat engagés pour la cause de la femme dans leur pays et dans le monde. « Aujourd'hui, le Président de la République du Togo a reçu son pin de HeForShe. C'est un homme très engagé qui a nommé des femmes à des postes de décision et à des portefeuilles très substantiels. En recevant son pin's d'homme champion, le Président togolais rejoint le groupe très prestigieux des hommes d'Etat, des Chefs d'Etat et de gouvernement qui disent je soutiens la femme » a déclaré la Directrice régionale de l'ONU Femmes. La remise s'est déroulée au cours d'une audience qui a donné l'occasion à Mme Oulimata Sarr de féliciter une fois encore au nom de son institution le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour sa politique de promotion du leadership féminin, d'égalité et d'équité genre, de la femme et de la jeune fille. Le Chef de l'Etat et la Directrice régionale du Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ONU Femmes ont également évoqué des sujets liés au genre et à l'autonomisation de la femme au Togo. « Nous avons également parlé de la parité homme-femme. Beaucoup de choses ont été faites au Togo. Nous avons aussi parlé des ressources allouées aux femmes et aux jeunes, et la part de la commande publique qui leur est



réservée. Une initiative très importante se fait déjà dans le pipeline, le gouvernement est déjà sur une bonne lancée. Nous avons trouvé une oreille attentive du Président de la République. Et nous tenons à le féliciter pour toute son action autour de l'agenda des femmes, de l'autonomisation de la femme togolaise » a précisé Oulimata Sarr. Le HeForShe (Lui pour Elle) est un mouvement de solidarité mondiale porté par l'ONU Femmes pour plus d'égalité et d'équité de genre. Ce concept vise à faire participer les hommes et les garçons dans la lutte pour l'égalité des sexes et les droits des femmes, en les encourageant à prendre des mesures contre les inégalités rencontrées par les femmes et les hommes. Le Togo a adhéré au mouvement 'HeForShe' le 23 juillet 2021. Et la campagne nationale a été lancée le même jour sous le haut patronage du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, premier Champion de la Nation en matière d'engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'avancement des droits des femmes. Sous le leadership du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo a fait d'énormes efforts ces dernières années pour améliorer le cadre juridique et institutionnel notamment l'adoption d'un nouveau code des personnes et de la famille, la politique de promotion de scolarisation de la jeune fille et la nomination des femmes à des postes stratégiques. La représentation des femmes dans les instances décisionnelles a évolué, passant de 23% en 2019 à 35% en 2021.



Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



LE F1 MAX 4G À CE PRIX ! J'ACHÈTE PIAAAM...



~~38 400 FCFA~~
15 900 FCFA



DOUBLE
SIM



ROM 8GB + RAM 1GB
LECTEUR MICRO SD
JUSQU'À 32 GB



13MPX DOUBLE
CAMERA + DOUBLE
FRONT CAMERA
5MPX



BATTERIE
AMOVIBLE
3500MAH



4G WIFI
HOTSPOT WIFI
BT A-GPS



LECTEUR
D'EMPREINTE
DIGITALE

Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles
Offre valable jusqu'au 31 octobre 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg
  

Gabon**FINACTU pour conduire les réformes à la CPPF et la CNSS**

Au Gabon, le Groupe FINACTU est honoré d'avoir été sélectionné par la CPPF (Caisse des Pensions et des Prestations Familiales des Agents de l'État) et la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale, pour le secteur privé), à l'issue d'appels d'offres internationaux, pour les assister dans un plan ambitieux de réforme de la protection sociale gabonaise.

● **Joël YANCLO**

Depuis quelques années, les évolutions de l'environnement économique, social et démographique au Gabon pèsent sur l'équilibre financier de ces deux caisses, et il apparaît que des réformes importantes sont nécessaires pour assurer la pérennité du système de protection sociale au bénéfice des populations. La complexité extrême des régimes, qu'il s'agisse de la retraite, des allocations familiales ou des accidents du travail et des maladies professionnelles, impose une modélisation actuarielle complète, seule à même d'éclairer les décideurs sur les réformes à prendre. Ghita LAMRIKI, Chef de mission, et Edouard TROUILLET, rappellent que « FINACTU s'appuiera sur son logiciel de simulations actuarielles ATLAS© - devenu la référence en Afrique en modélisation des régimes de sécurité sociale. Nous pourrions ainsi assister les Autorités dans l'identification des bouquets de réformes paramétriques les plus adaptées pour assurer la viabilité à long terme de systèmes à bout de souffle, et ainsi préserver les prestations sociales servies aux assurés ». Mais FINACTU se réjouit que l'ambition des autorités ne se réduise pas à réformer les régimes existants : l'équipe a été en effet mandatée pour travailler à l'enrichissement et la préparation du futur. Ainsi, à la CPPF, il est demandé à FINACTU de travailler à la création d'un nouveau régime de retraite complémentaire par capitalisation, qui viendra enrichir la protection sociale des 107.000 assurés



de la sphère publique, et de renforcer l'autonomie de la jeune CPPF. À la CNSS, au-delà de la réforme paramétrique pour assurer la solvabilité de la caisse à très court terme et la viabilité de ses régimes à long terme, il s'agit de travailler à l'extension des régimes existant à tous les Gabonais aujourd'hui non couverts, notamment ceux du secteur non-salarié et informel. Ces nouvelles missions, qui signent un partenariat de longue date avec le Gabon, ont vocation à assurer l'avenir de systèmes à bout de souffle à travers des réformes ambitieuses, comme l'ont fait de nombreux pays africains. Denis CHEMILLIER-GENDREAU, Président Fondateur de FINACTU, se réjouit de cette nouvelle pierre à l'édifice de la modernisation de la prévoyance sociale au Gabon : « Toute l'équipe FINACTU est particulièrement fière d'accompagner le Gabon dans le pilotage et la réforme de sa protection sociale depuis maintenant 16 ans. Au service des Di-

recteurs Généraux, Patrick OSSY OKORI pour la CNSS et Hugues Sorel ONGOLLO NEMBE pour la CPPF, nous relevons le défi d'assurer la pérennité des deux Caisses de sécurité sociale tout en protégeant les prestations dont bénéficient des milliers de Gabonais. »

FINACTU en Bref

Fondé en 1999, FINACTU - composé de sociétés à Genève, Paris, Port-Louis, Dubaï et Casablanca - est un groupe de conseil dédié à l'Afrique, spécialisé dans le conseil stratégique et opérationnel et dans le corporate finance. Plus de 200 clients dans 30 pays émergents nous ont fait confiance à ce jour, donnant à FINACTU une expérience privilégiée dans de très nombreux domaines : banque, assurance et réassurance, private equity, protection sociale, politiques publiques, secteur agricole, télécom, secteur postal, éducation, etc.

Coopération Mali – BAD**Résultat satisfaisant du DSP 2015-2019**

Malgré un contexte politique et sécuritaire défavorable, le Document de stratégie-pays (DSP) 2015-2019 du Mali a produit des résultats satisfaisants en termes d'amélioration de la gouvernance, de créations d'emploi et de développement d'infrastructures, selon le dernier rapport d'achèvement de la Banque africaine de développement.

● **Nicole ESSO**

Le DSP 2015-2019 reposait sur deux piliers : d'une part, l'amélioration de la gouvernance pour une croissance inclusive et, d'autre part, le développement des infrastructures en soutien à la relance économique. En ce qui concerne le premier pilier, 12 464 nouvelles petites et moyennes entreprises ont été enregistrées, le secteur privé a créé 2 563 emplois, dont 2 118 permanents (85,1% pour les jeunes et 14,9% pour les femmes) et 445 temporaires. Dans le secteur de la finance, le secteur privé a créé 2 045 emplois permanents (84,8% pour les jeunes, 15,2% pour les femmes). Dans l'industrie, 518 emplois ont été créés, dont 73 permanents (93,2% pour les jeunes, 6,8% pour les femmes) et 445 temporaires. Il est également enregistré, la création de 11 218 emplois dans le secteur agricole, dont 7 135 permanents (29,7% pour les jeunes et 29,2% pour les femmes) et 4083 temporaires (91,1% pour les jeunes et 5,8% pour les femmes). Dans le domaine de la gouvernance, le DSP 2015-2019 a contribué à l'amélioration du système national de passation des marchés publics (les marchés publics passés par appels d'offres ouverts sont passés de 87% en 2015 à 97% en 2019), à l'amélioration de la transparence et du contrôle budgétaires, avec la publication des documents budgétaires sur le site du Ministère de l'économie et des finances, et au renforcement de la déconcentration budgétaire (21,43% du budget national sont transférés aux collectivités locales en



2019 contre 15,3% en 2015). Quant au second pilier, plusieurs opérations stratégiques ont été menées. Dans le cadre du projet de facilitation de transport entre le Mali et la Côte d'Ivoire, 100 sur 140 kilomètres de route entre le Mali et la Côte d'Ivoire étaient achevés à la fin de l'année 2019. « Ce projet, une fois réalisé, contribuera à réduire la fragilité du fait du développement de plusieurs activités connexes autour de ce projet en faveur des populations voisines et à réduire le niveau d'enclavement du Mali », souligne le rapport de la Banque africaine de développement. Par ailleurs, le taux d'accès à l'eau potable s'est considérablement amélioré, passant de 36% à 67% dans la capitale du pays, Bamako, et de 49% à 61% pour les régions de Gao, Koulikoro et Ségou. En outre, sur 357 000 m3 par jour de volume d'eau prévus en 2019, 346 425 m3 par jour étaient produits (taux de réalisation de plus de 97%).

Soutien de la BAD

Le soutien de la Banque africaine de développement a contribué à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La production de riz paddy et de produits maraî-

chers a augmenté de plus de 93 145 tonnes entre 2015 et 2019, celle de poissons d'élevage commercialisés a connu une croissance exponentielle de 578,68 tonnes contre une cible de 24 tonnes. Le rendement moyen à l'hectare de la production végétale a plus que triplé (+223,77%) par rapport aux objectifs prévus. Pour rappel, le DSP 2015-2019 du Mali a couvert deux cycles de reconstitution du Fonds africain de développement (FAD), le FAD-13 (2014-2016) et le FAD-14 (2017-2019). Le montant total de l'allocation basée sur la performance s'élevait à 151,15 millions de dollars américains. Classé pays fragile, le Mali avait aussi bénéficié de ressources au titre du pilier I de la Facilité d'appui à la transition (FAT) à hauteur de 171,6 millions de dollars. La stratégie mise en œuvre a également bénéficié de ressources au titre du pilier III de la FAT (2,86 millions de dollars), de cofinancements (535,09 millions de dollars), et de ressources du guichet de la Banque pour le secteur privé (79,6 millions de dollars). « Globalement, la plupart des résultats et produits envisagés au lancement du DSP en 2015 ont été réalisés en 2019, conclut le rapport de la Banque africaine de développement ».

Obligations de relance**25 milliards de FCFA dans les caisses du Trésor Public Malien**

L'Etat du Mali, à travers la Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique, a encaissé ce 13 octobre 2021 au niveau du marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un montant de 25 milliards de FCFA (37,5 millions d'euros) au terme de son émission d'obligations de relance (ODR) du trésor de maturité 3 ans.

Les émissions des ODR sont initiées par UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Elles visent à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Mali

dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Elles ciblent non seulement les investisseurs socialement responsables mais également les entreprises ou individus souhaitant soutenir les actions de relance économique entamée par les États de la



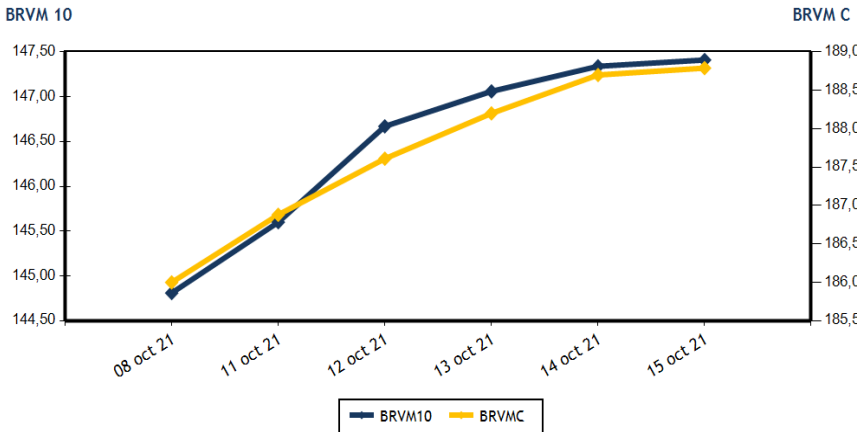
zone UEMOA. Après adjudication, 70,406 milliards de FCFA de soumissions globales provenant des investisseurs ont été recensés par UMOA-Titres sur un montant mis en adjudication par l'émetteur de 25 milliards de FCFA. Ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication de 281,62%. Sur le montant des soumissions, le Trésor Public malien en a retenu 25 milliards de FCFA et re-

jeté les 45,406 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 35,51%. Le remboursement du capital des titres émis interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 14 octobre 2024. Quant au paiement des intérêts, il se fera annuellement sur la base d'un taux d'intérêt de 5,60%. Le rendement moyen pondéré est à 4,07%.

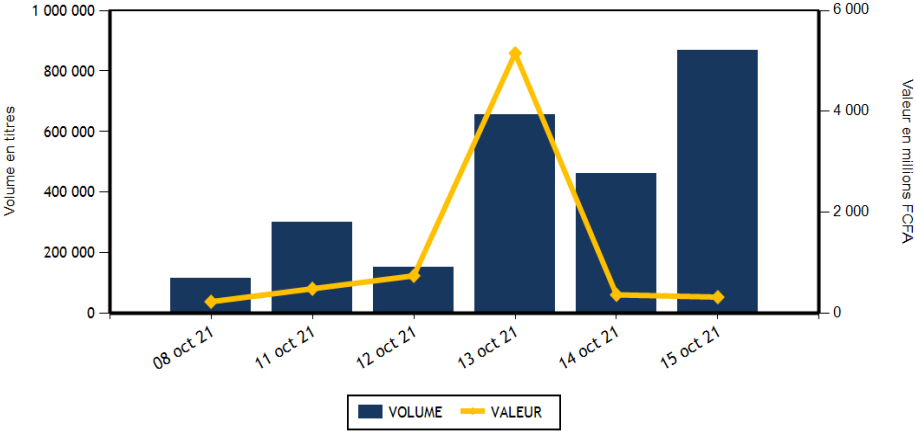
Avec financialafrik.com

BRVM 10	147,41	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	N° 200	vendredi 15 octobre 2021	Site : www.brvm.org	BRVM Composite	188,79
Variation Jour	 0,05 %					Variation Jour	 0,05 %
Variation annuelle	 12,63 %					Variation annuelle	 29,87 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 681 640 469 941	0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	867 138	88,28 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	305 172 589	-15,91 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	0,00 %
Nombre de titres en baisse	19	11,76 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 105	7,28 %	206,94 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 995	4,72 %	60,89 %
SOGB CI (SOGC)	4 995	3,31 %	112,55 %
TOTAL SN (TTLS)	1 800	2,86 %	0,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	765	2,00 %	282,50 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	86,49	0,03 %	138,59 %	4 313	15 865 765	20,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,39	-0,15 %	9,97 %	11 854	134 035 880	7,96
BRVM - FINANCES	15	70,67	-0,44 %	17,80 %	793 179	109 866 744	13,86
BRVM - TRANSPORT	2	551,72	-0,22 %	45,69 %	170	386 725	9,20
BRVM - AGRICULTURE	5	239,62	0,11 %	176,89 %	2 642	10 712 195	14,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,16	3,15 %	67,89 %	19 658	29 414 325	23,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	826,70	0,75 %	139,28 %	325	217 920	3,88
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,81	
Taux de rendement moyen du marché	6,37	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,10	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	281 054,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 605 187 643,46	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 126 661 719 783	0,75 %
Volume échangé	1 398	606,06 %
Valeur transigée (FCFA)	13 982 000	616,46 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 665	-7,50 %	48,00 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	-4,55 %	250,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	915	-3,68 %	52,50 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	-3,03 %	-3,61 %
SAPH CI (SPHC)	5 380	-2,18 %	284,29 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,55	
Ratio moyen de satisfaction	74,72	
Ratio moyen de tendance	1 641,33	
Ratio moyen de couverture	6,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,08	
Prime de risque du marché	1,91	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Pêche post-Brexit

Onze pays signent une déclaration commune

L'Hexagone demandait l'appui de Bruxelles contre le Royaume-Uni, dans leur dispute sur les licences de pêche.

Onze pays, dont la France qui appelait à un front européen contre Londres après les décisions britanniques sur les licences de pêche, ont signé lundi une déclaration commune critiquant les réponses du Royaume-Uni dans ce dossier. «La réponse apportée par le Royaume-Uni aux demandes de licence de pêche est incomplète et inappropriée», a regretté le ministère français de la Mer dans un communiqué, à l'issue d'un Conseil des ministres européens de l'Agriculture et de la Pêche à Luxembourg. Outre la France, l'Allemagne, la Belgique, Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède ont signé cette déclaration, selon ce communiqué. L'accord post-Brexit, conclu in extremis à la fin de l'année dernière entre Londres et Bruxelles, prévoit que les pêcheurs européens puissent continuer à travailler dans certaines eaux britanniques à condition d'obtenir une li-



• Annick Girardin, la ministre française de la Mer. AFP

cence, accordée s'ils peuvent prouver qu'ils y pêchaient auparavant. Mais Français et Britanniques se disputent sur la nature et l'ampleur des justificatifs à fournir. Dans les zones de pêche encore disputées (zone des 6-12 milles des côtes britanniques et îles anglo-normandes), Londres et Jersey ont ainsi accordé au total un peu plus de 200 licences définitives, alors que Paris en réclame encore 244. «Cette déclaration commune marque une étape importante car seule une réponse collective permettra à

l'Union européenne d'envisager sereinement la suite des négociations avec notre partenaire britannique», a souligné Annick Girardin, la ministre de la Mer, dans le communiqué. Annick Girardin fait également valoir que «les réponses européenne et française aux propositions britanniques» seront rendues publiques «durant la deuxième quinzaine d'octobre» et «comprendront éventuellement des mesures de rétorsion».

(AFP)

Finances

Le Royaume-Uni a peu de marge

Les hausses d'impôts décidées par le Chancelier de l'Échiquier britannique ne suffiront pas à renflouer certains services publics sous pression.

En dépit de hausses d'impôts «des plus importantes en 25 ans» pour redresser les finances publiques après la pandémie, le Chancelier de l'Échiquier britannique Rishi Sunak n'aura que peu de marges pour renflouer des services publics sous pression, estime mardi le centre de recherche IFS. Rishi Sunak, qui prône l'orthodoxie budgétaire, fait face aux critiques d'opposants mais aussi de membres de son propre parti pour des hausses d'impôts récemment annoncées, notamment des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés. La dépense publique «va s'établir à 42% du revenu national, plus de 2% au-dessus de son niveau pré-pandémie», estime l'Institute for Fiscal Studies (IFS) dans une étude, publiée avant la présentation le 27 octobre par Rishi Sunak de son projet de budget et des orientations budgétaires pour trois ans.

«Décennie de coupes sévères»

Mais la hausse des dépenses sera ciblée notamment sur le secteur de la santé et sur d'autres priorités gouvernementales comme la neutralité carbone, le rééquilibrage



• Le Chancelier de l'Échiquier britannique Rishi Sunak, à Manchester le 4 octobre 2021. AFP

économique entre les différentes régions du pays ou encore la réforme de la protection sociale, selon l'IFS. «Les effets combinés des dépenses de santé qui ne s'arrêtent de croître et d'une économie» qui n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie signifient qu'il y a «peu d'argent à dépenser pour de nombreux autres services publics» qui ont pourtant connu «une décennie de coupes sévères», résume Paul Johnson, directeur de l'IFS dans un communiqué. L'administration locale, la justice ou l'éducation supérieure pourraient ainsi devoir se contenter de hausses modestes, voire affronter des coupes budgétaires au cours des deux prochaines années, selon cette étude réalisée

avec la banque Citi et la fondation Nuffield.

«Conséquence inévitable»

Selon l'IFS, ces hausses d'impôts «sont passées sous le couvert de la pandémie» mais elles sont «davantage la conséquence inévitable du vieillissement de la population et de la pression sur le système de santé». L'emprunt public au Royaume-Uni, qui a représenté 15,5% du Produit intérieur brut (PIB) l'an dernier, est en baisse cette année mais reste très élevé. La dette du pays représentait fin août 19,6% du PIB. L'emprunt pourrait se situer cette année «50 milliards de livres en dessous de ce qui était prévu», selon l'étude de l'IFS mais l'impact positif sur les finances publiques pourrait notamment être limité par «une reprise plus lente» de l'économie. La reprise économique au Royaume-Uni ralentit en effet depuis plusieurs mois, en raison notamment des pénuries de main-d'œuvre et des problèmes de chaînes d'approvisionnement qui touchent certains secteurs.

(AFP)

Économie

Le G20 Finance s'engage à surveiller de près l'évolution des prix

Les ministres des Finances et les banques centrales des vingt pays les plus riches se sont aussi engagés à éviter «tout retrait prématuré» des mesures de soutien à l'économie.

Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G20, réunis à Washington, se sont engagés mercredi à éviter «tout retrait prématuré» du soutien à l'économie, tout en surveillant de près les pressions inflationnistes. «Nous continuerons à soutenir la reprise, en évitant tout retrait prématuré de mesures de soutien, tout en préservant la stabilité financière et la viabilité budgétaire à long terme», selon un communiqué publié à l'issue de la réunion. Les consommateurs américains ont dû ouvrir plus grand leur porte-monnaie en septembre, la hausse des prix étant repartie de plus belle, ce qui ravive les inquiétudes sur l'inflation au moment où les dirigeants internationaux se penchent sur les problèmes d'approvisionnement. Après deux mois de modération, l'inflation a de nouveau accéléré en septembre, à 0,4% sur un mois, contre 0,3% en août, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié mercredi par le département du Travail. Plus de la moitié de cette hausse est due à l'alimentation et au logement, souligne le communiqué. Une part importante vient aussi de l'énergie. Les Banques centrales se sont aussi engagées à surveil-



• Des militants manifestent devant le siège du FMI et demandent aux pays riches de tenir leur engagement à aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique à Washington DC, le 13 octobre 2021. AFP

ler «de près l'évolution des prix» et à communiquer de manière transparente. L'engagement à aider l'économie intervient alors que l'inflation a accéléré dans le monde sous l'effet d'un rebond de la demande après la récession de 2020. Les yeux sont rivés sur les principales Banques centrales, notamment la Réserve fédérale américaine (Fed), qui doit décider en novembre si elle commence à réduire son aide. Les grands argentiers sont réunis à Washington à l'occasion des réunions d'automne du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Ils ont souligné qu'ils utiliseraient «tous les outils disponibles aussi long-

temps que nécessaire» pour accompagner les personnes les plus affectées par la crise provoquée par la pandémie: les femmes, les jeunes et les travailleurs au noir et peu qualifiés. Le FMI, qui a abaissé sa prévision de croissance mondiale à 5,9% pour cette année contre 6% en juillet, a mis en garde contre la grande différence dans la reprise liée à une vaccination poussive dans les pays en développement. Concernant la vaccination, ils s'efforceront «d'aider à remédier aux goulets d'étranglement et aux pénuries d'outils de lutte contre le Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire, au cours des prochains mois».

(AFP)

Inflation

Les prix à la production au plus haut depuis 25 ans en Chine

Les prix de l'énergie grimpent en Chine, entraînant une hausse inédite des coûts de production dans le pays. Des usines sont à l'arrêt.

Au plus fort depuis 25 ans: la hausse des coûts de production s'est accrue le mois dernier en Chine, à un rythme record, selon des chiffres officiels publiés jeudi, sur fond de flambée des prix des matières premières qui pèsent sur l'activité de l'atelier du monde. La reprise au niveau mondial a entraîné une forte hausse du coût des matières premières, en particulier du charbon, dont la Chine est très dépendante pour alimenter ses centrales électriques. Les producteurs d'électricité peinent à rentrer dans leurs frais mais ne peuvent reporter sur leurs clients la hausse des prix car la Chine encadre les tarifs du courant. Conséquence: les centrales tournent au ralenti malgré une forte demande et l'électricité est rationnée, ce qui a fait bondir les coûts de production pour les entreprises. Le mois dernier, l'indice des prix à la production a ainsi connu une hausse de 10,7% sur un an, a annoncé jeudi, le Bureau national des statis-



tiques (BNS).

Fermetures d'usines

Il s'agit de son rythme le plus élevé jamais enregistré, selon les données du NBS, qui remontent à octobre 1996. Ce résultat est supérieur à celui d'août (9%), qui était déjà un record en 13 ans. En septembre, «les prix dans l'industrie ont poursuivi leur hausse sous l'effet d'une augmentation des coûts du charbon et dans certains secteurs énergivores», a relevé Dong Lijuan, un statisticien du BNS. Les prix du charbon ont ainsi augmenté sur un an de 74,9% le mois dernier. Cette flambée des prix a entraîné des fermetures totales ou partielles d'usines, qui peinent à être alimentées en courant alors que les auto-

rités imposent dans plusieurs régions un rationnement de l'électricité. La production s'en trouve pénalisée, ce qui fait bondir les coûts pour les entreprises au moment où les chaînes d'approvisionnement mondiales sont déjà sous tension. En Chine, les prix du courant sont réglementés et ne peuvent fluctuer de plus ou moins 10%. Pour atténuer ces pénuries, le gouvernement a autorisé vendredi une hausse exceptionnelle des prix de l'électricité pour permettre aux producteurs de rentrer dans leurs frais. Cette augmentation est plafonnée à 20% pour les entreprises mais sans limite pour les secteurs énergivores comme l'acier.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrica.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE

finance

Bélier Attention aux inconséquences sur le plan financier. Ne cherchez pas à trop en faire uniquement pour paraître ; cela se retournerait contre vous à plus ou moins brève échéance. Comme Mercure vous inclinera à être trop sensible au prestige et à la situation, vous risquez fort de commettre des erreurs de jugement regrettables dans le domaine pécuniaire.

Taureau Votre premier souci en cette journée ? Faire fructifier vos ressources et accroître rapidement vos gains. Malgré les difficultés actuelles, vous serez convaincu que cet objectif est parfaitement réalisable. Les influences planétaires vous donneront l'audace et l'allant nécessaires pour parvenir à vos fins. Si vous devez régler une affaire concernant des biens familiaux, vous ne perdrez pas de temps en palabres inutiles et vous agirez avec un maximum de compétence et d'efficacité.

Gémeaux Vous avez jusqu'ici l'habitude de gérer vos finances à coups d'inspiration, et cela vous a donné à maintes reprises des sueurs froides. Il sera temps maintenant de planifier sérieusement vos dépenses pour mieux équilibrer votre budget.

Cancer Si vous devez effectuer d'importantes transactions financières ou régler des problèmes litigieux, vous serez favorisé par Pluton. Mais ce ne sera pas une raison pour commettre des imprudences. D'autre part, attention, vous pourriez être victime d'une escroquerie et perdre pas mal d'argent dans une affaire apparemment banale ! Ne signez rien sans garantie.

Lion Les questions concernant le maintien, l'accroissement ou la défense de votre patrimoine formeront votre préoccupation majeure aujourd'hui. Vous feriez bien de dresser le bilan de ce que vous avez acquis et de ce qui vous reste à acquérir. Comme la planète Uranus renforcera vos instincts de propriétaire, vous serez très inspiré dans la gestion de vos biens immeubles, vos capitaux, votre épargne.

Vierge L'influence de Mercure en cette configuration sera sensible surtout dans le domaine financier. Elle incitera à l'épargne, et découragera les dépenses importantes dont la nécessité n'est pas clairement établie. Bien entendu, vous aurez tout intérêt à suivre le chemin ainsi balisé par la planète.

Balance Ce climat lunaire avantagera les opérations immobilières. Si vous envisagez de faire l'achat d'une maison familiale, vous devriez trouver votre bonheur aujourd'hui. Restez cependant dans les limites de vos moyens.

Scorpion Saturne en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du premier décan. Il y aura des mouvements d'argent assez importants. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

Sagittaire Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Neptune. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes. En revanche, il semble que votre chance aux jeux de hasard sera accrue ; si vous jouez, n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Capricorne Le climat astral touchera particulièrement la vie financière, mais de façon perverse. Des problèmes d'argent se poseront. Ils pourront être résolus si vous faites appel à un organisme de crédit. Ne comptez pas trop sur les amis pour vous dépanner dans ces circonstances difficiles, car "quand le navire est près de sombrer, tous les rats le désertent" (Pline l'Ancien).

Verseau Vous chercherez par tous les moyens à développer votre situation matérielle. Dans ce domaine, les influx astraux seront extrêmement favorables. La prospérité vous ouvrira ses bras.

Poissons La Lune influençant un secteur financier de votre thème peut vous faire gagner de l'argent au jeu, notamment au PMU. La journée sera donc favorable à ceux qui fréquentent les champs de courses. D'autres formes de jeu vous seront également favorables.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste

du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Anti Covid-19

301860 nouvelles doses de vaccins Pfizer arrivent au Togo

Les Etats-Unis via l'initiative COVAX allouent une nouvelle dotation de 301860 doses de vaccins Pfizer au Togo. La réception de ces doses est intervenue, dimanche 17 octobre 2021.

● Joël YANCLO

Les doses reçues portent désormais à environ 607.230 le nombre total de doses de vaccin Pfizer issues directement des USA ; et ceci en trois lots distincts. Etaient présents à l'aéroport international de Lomé, dimanche 17 octobre 2021, des partenaires de l'initiative COVAX, notamment les représentants de l'OMS et de l'UNICEF. Ces 301.860 doses de vaccin Pfizer ont été réceptionnées par le mi-



nistre en charge de la santé, Pr MIJIYAWA des mains de l'ambassadeur des USA au Togo, Eric STROMAYER en présence de Mme la ministre déléguée en charge de l'accès universel aux soins, Dr Mame



Industrialisation au Togo

Une unité de production de jus d'ananas démarre ses activités

La ministre du développement à la base de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Myriam Dossou-d'Almeida a inauguré le jeudi 14 octobre dernier l'unité de production de jus d'ananas et de transformation de tomates en purée de Tsévié, une localité située à 35 kilomètres de Lomé.



● Bernard AFAWOUBO

Le gouvernement togolais dans la dynamique de promouvoir l'entrepreneuriat et de créer des emplois pour la jeunesse, ne cesse de multiplier des initiatives dans ce sens. Ainsi, l'unité de production de jus d'ananas et de transformation de tomates en purée implantée à Tsévié, une localité située à 35 km de Lomé a été inauguré le jeudi 14 Octobre 2021. La cérémonie présidée par Myriam Dossou-D'Almeida s'est déroulée en présence de l'assistant technique de la GIZ/ProDED, Roland Hérold. Cette unité de production a bénéficié d'un appui technique et financier de 30 millions de francs CFA grâce au Programme pour le Développement Économique Durable (ProDED) de la GIZ. Elle est équipée d'un broyeur extracteur, pasteurisateur, remplisseuse, capsuleur, etc. Les jeunes entrepreneurs de la région peuvent désormais avoir une utilisation partagée et à moindre coût des infrastructures nécessaires à

la transformation des fruits et tomates. Les bénéficiaires ont la possibilité de produire des jus et autres breuvages de qualité dans les normes d'hygiènes requises pour les produits alimentaires. A en croire Myriam Dossou-d'Almeida, ministre du développement à la base de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, cette unité de production permettra de booster la production agricole, la transformation agroalimentaire, le commerce et l'industrialisation. « L'opérationnalisation de cette unité de transformation ouvre une nouvelle page pour le secteur agroalimentaire dans notre pays et en particulier pour la production

des jus de fruits et légumes. L'unité permettra de tirer un meilleur bénéfice du positionnement stratégique de la ville de Tsévié, notamment par rapport à la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) qui se met progressivement en place et d'appuyer le potentiel de création d'emplois pour la jeunesse à travers l'entrepreneuriat », a-t-elle indiqué. Pour rappel, le nouveau centre de production de jus d'ananas et de transformation de tomates de Tsévié est le fruit du partenariat entre le Centre de ressources pour l'artisanat de Zio (CRAZIO) et le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ).



Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

Inspirés tous les jours par nos héros



Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**
sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com